



**HAL**  
open science

## Lula, un président aux pieds d'argile

Vincent Arpoulet

► **To cite this version:**

| Vincent Arpoulet. Lula, un président aux pieds d'argile. 2022. halshs-03965343

**HAL Id: halshs-03965343**

**<https://shs.hal.science/halshs-03965343>**

Submitted on 3 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LUTTES D'HIÉR &amp; LUTTES D'AILLEURS



09/11/2022 VINGENT ARPOULET

## LULA : UN PRÉSIDENT AUX PIEDS D'ARGILE

Au soir du 30 octobre 2022, Lula a été élu à la tête du Brésil au terme d'une campagne présidentielle marquée par l'agressivité du président sortant Jair Bolsonaro. Le nouveau président a désormais l'immense défi d'unifier une société plus fracturée que jamais, dans laquelle le bolsonarisme qu'il a vaincu n'a paradoxalement jamais été aussi fort.

« Il n'y a pas deux Brésils. Nous sommes un seul peuple, une seule Nation ». En s'exprimant ainsi au soir du second tour de l'élection présidentielle brésilienne, Lula met en avant le fait que l'un de ses principaux objectifs est de réunifier l'ensemble de la population autour de vues et d'objectifs communs, ce qui ne sera pas une mince affaire au vu des résultats de ce scrutin. En effet, le faible écart séparant le président nouvellement élu – qui obtient 50,9% des voix, de Jair Bolsonaro, son adversaire de droite radicale crédité de 49,1% des suffrages exprimés, vient confirmer la nette division de la société brésilienne en deux blocs porteurs de conceptions diamétralement opposées.

De ce point de vue, nous pouvons notamment constater que cette fracture idéologique se matérialise géographiquement, dans la mesure où le Nord-Est populaire du Brésil vote majoritairement en faveur du candidat du Parti des Travailleurs (PT) tandis que le Sud du pays, plus aisé, accorde majoritairement sa confiance au président sortant, ce qui vient confirmer une dynamique électorale ancrée depuis un certain nombre d'années. Cette fracture géographique semble ainsi traduire le poids du vote de classe dans les résultats de ce scrutin, ce que vient confirmer l'institut *Datafolha*, qui met en lumière le fait que, là où 65% des Brésiliens scrutant l'équivalent de moins de deux salaires minimums ont voté pour Lula, 62% de ceux qui touchent plus de 10 salaires minimums par mois ont accordé leur suffrage à Bolsonaro.

Cependant, une analyse plus détaillée de ces résultats nous conduit à observer que la composante de classe n'est pas suffisante en vue de comprendre le fait que le président sortant d'extrême-droite ait obtenu un score bien plus important que prévu dans les différentes enquêtes d'opinion. En effet, celui-ci ne bénéficie pas seulement d'une grande part des votes exprimés par les classes sociales les plus aisées, mais obtient également la majorité des suffrages des classes moyennes, 52% d'entre elles ayant voté en sa faveur. Cela traduit le fait que, bien que Lula ait remporté cette élection avec près de 2 millions de voix de plus que son adversaire, la ligne politique incarnée par ce dernier semble s'être implantée au sein d'une part significative de la population brésilienne.

Ce constat est renforcé par le fait que, malgré sa défaite, Bolsonaro attire tout de même à lui plus de 400 000 voix de plus que lors de son élection en 2018, élargissant ainsi sa base électorale de 57 797 847 voix à 58 206 354 suffrages exprimés. Ces différents éléments doivent nous inviter à la plus grande prudence : Lula a remporté le scrutin mais le bolsonarisme est plus consolidé que jamais au sein de la société brésilienne.

## UN BLOC NÉOLIBÉRAL SOUDÉ AUTOUR DES ÉGLISES ÉVANGÉLIQUES, DES HYDROCARBURES ET DE L'AGROBUSINESS

Comment expliquer le fait que le président sortant bénéficie d'une telle popularité, malgré le fait que son bilan se caractérise par un accroissement significatif des inégalités économiques et sociales, comme le traduit notamment la multiplication par deux du nombre de personnes souffrant de la faim au Brésil entre 2020 et 2022 ? Il est ici nécessaire de préciser que cet accroissement significatif de l'insuffisance alimentaire s'explique par le fait que Bolsonaro s'est évertué, tout au long de sa présidence, à réduire de manière drastique les dépenses publiques, arguant de la nécessité de démanteler les différentes structures d'un État considéré comme défilant, en vue de promouvoir au maximum le développement de l'initiative individuelle. Dans cette perspective, la plupart des budgets destinés à des organismes publics chargés de la mise en place des mécanismes de redistribution sociale qui avaient été adoptés entre 2003 et 2016 sous les gouvernements de Lula et Dilma Rousseff sont réduits de manière significative, ce qui contribue à aggraver la situation économique dans laquelle se trouve un certain nombre de ménages frappés par les pertes d'emplois massives survenues au cours de la crise sanitaire.

A ces mécanismes, se substitue l'*Auxílio Brasil*, qui désigne une aide sociale octroyée de manière ciblée, individuelle et temporaire. En d'autres termes, le seul mécanisme de redistribution sociale mis en place au cours de la présidence de Bolsonaro s'inscrit parfaitement dans le cadre idéologique néolibéral, dans la mesure où il repose sur l'objectif d'apporter, de manière temporaire, une aide économique à certains individus en vue de créer les conditions de développement de leur initiative individuelle dont la réussite doit, suivant cette conception, bénéficier au plus grand nombre.

Si cette idéologie trouve un écho favorable au sein d'une grande part de la population brésilienne malgré les inégalités qu'elle génère, c'est en raison du fait qu'elle apparaît comme une solution à l'affaiblissement des marges de manœuvre de l'État brésilien à la suite du choc des *commodities*, caractérisé par une chute importante du prix des ressources naturelles en 2014.

En effet, il se trouve que dès 2003, le Parti des Travailleurs au pouvoir impulse une régulation significative des activités d'exploitation de ces ressources en vue de rediriger vers l'État la majorité des bénéfices générés par la hausse de leurs prix internationaux au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de sorte à les réinvestir ensuite dans le développement d'activités destinées à consolider et diversifier la structure industrielle du pays, ainsi que dans des programmes de redistribution sociale visant à réduire la pauvreté.

De ce point de vue, cette étatisation porte ses fruits dans la mesure où nous pouvons constater qu'entre 2000 et 2010, 34 millions de brésiliens sont sortis de la pauvreté pour intégrer la classe moyenne. Cependant, la chute du cours des ressources naturelles qui survient en 2014 prive alors le gouvernement de Dilma Rousseff d'une manne financière importante en vue de consolider ce processus de diversification de la structure productive susceptible de répondre aux nouvelles demandes portées par ces classes moyennes émergentes. C'est alors que le discours néolibéral apparaît alors comme une alternative à cet affaiblissement de l'État en mettant l'accent sur la nécessité de faire primer l'initiative individuelle sur des administrations publiques considérées comme défilantes. C'est ainsi qu'une partie des classes moyennes qui ont bénéficié des politiques de redistribution mises en place par le gouvernement de Lula au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle se détournent du Parti des Travailleurs au profit d'un discours paradoxalement fondé sur le démantèlement des structures ayant permis l'amélioration de leurs conditions de vie.

Cette idéologie se diffuse de manière d'autant plus importante au sein de la société brésilienne qu'elle est portée par les églises évangéliques, auxquelles appartiennent près du tiers de la population. En effet, pour paraphraser Max Weber, l'esprit du capitalisme se combine parfaitement avec l'éthique protestante<sup>(1)</sup> dans la mesure où la recherche de l'enrichissement personnel par le travail est perçue par les protestants comme un fondement nécessaire de la vie en société. Ces groupes évangéliques contribuent ainsi grandement à la diffusion de l'idéologie néolibérale promue par Bolsonaro dans toutes les strates de la société, ce qui explique le fait que l'on retrouve dans toutes les classes sociales une forme de rejet d'un État perçu comme incapable de remplir ses objectifs de transformation de la structure économique, malgré le fait que ce discours bénéficie avant tout aux élites économiques ou, du moins, à une part d'entre elles.

En effet, le démantèlement de l'État promu par Bolsonaro tout au long de sa présidence se traduit notamment par un coup d'arrêt à la logique de diversification de la structure industrielle engagée par les gouvernements du PT au profit de l'impulsion d'un nouveau cycle de « reprimarisation extractive », pour reprendre le concept utilisé par la géographe Marie-France Prévôt-Schapiro en vue de désigner un phénomène d'exploitation et d'exportation des ressources naturelles qui se développe sous l'impulsion d'entreprises privées<sup>(2)</sup>.

En d'autres termes, Bolsonaro décide d'abandonner toute stratégie d'industrialisation en vue de limiter le Brésil à son rôle d'exportateur de ressources naturelles stratégiques au sein des échanges économiques internationaux, conformément à la logique de l'avantage comparatif élaborée par l'économiste libéral David Ricardo<sup>(3)</sup> qui considère que chaque pays doit se spécialiser dans l'activité économique dans laquelle il est le plus performant en vue de trouver sa place dans les échanges économiques internationaux. Dans ce contexte, les élites économiques qui bénéficient de ce processus de réorientation économique, à savoir celles qui se trouvent à la tête des entreprises minières, pétrolières, ainsi que des groupes spécialisés dans l'agrobusiness qui tirent profit de la politique économique mise en place par Bolsonaro en vue d'accroître leurs activités, militent activement en faveur de ce dernier. Le rôle joué par ces secteurs dans la campagne de Bolsonaro n'est pas anodin dans la mesure où nous pouvons observer que les trois États dans lesquels celui-ci obtient ses meilleurs scores, à savoir ceux de Roraima, Acre et Rondonia qui lui apportent plus de 70% de leurs suffrages, se trouvent en Amazonie, soit au cœur des espaces dans lesquels se développent ces activités.

## « ÉLIMINER LA FAIM » FACE AUX BLOCAGES INSTITUTIONNELS

En revanche, les élites qui avaient tiré profit des politiques d'industrialisation engagées par les gouvernements du PT et qui se trouvent marginalisées par cette réorientation économique se sont tournées vers Lula, ce qui explique le caractère hétéroclite de la coalition politique qui s'est formée autour de ce dernier, mais également l'étroitesse des marges de manœuvre dont il dispose désormais en vue de mettre en place des mesures destinées à réduire les inégalités économiques et sociales. En effet, s'il a notamment affirmé, au soir du second tour, que : « *Notre engagement le plus grand est d'éliminer la faim* », il devra chercher à convaincre ces élites qu'elles ont intérêt à accepter certaines avancées sociales, sans pour autant les brusquer par l'adoption de mesures telles que des hausses d'impôts sur les plus aisés, dans la mesure où il dispose d'une adhésion populaire trop étroite pour se permettre de se mettre à dos ces acteurs économiques. La mise en place de ce type de mesure qui pourrait offrir des marges de manœuvre intéressantes à l'État brésilien semble d'autant plus improbable que le PT se trouve en minorité au sein des deux chambres composant le Parlement brésilien.

En effet, il se trouve qu'en parallèle de l'élection présidentielle, se déroulaient des élections parlementaires visant à renouveler la totalité des 513 élus au sein de la Chambre des représentants, ainsi qu'un tiers des 81 sénateurs. Or, force est de constater que ce scrutin s'est traduit, là encore, par une consolidation significative des droites porteuses d'un projet conservateur d'un point de vue social et néolibéral économiquement. En effet, le Parti Libéral de Jair Bolsonaro obtient non seulement 66 représentants supplémentaires, devenant le premier parti au sein de la Chambre des représentants avec 99 élus, mais dispose également du groupe le plus important au Sénat, avec 13 sénateurs.

Par ailleurs, si nous faisons la somme de l'ensemble des élus issus des autres partis de droite s'inscrivant dans cette mouvance idéologique et qui se revendiquent clairement dans l'opposition à Lula, à l'image des *Républicains*, proches des milieux évangéliques, de l'*Union Brasil*, parti libéral-conservateur doté du deuxième groupe au sein du Sénat, ainsi que du troisième groupe à la Chambre des représentants ou encore, de *Podemos*, le parti auquel appartient le juge Sergio Moro qui avait condamné Lula sur la base d'accusations infondées au mois de juillet 2018 avant de se voir nommé au poste de Ministre de la Justice par Bolsonaro quelques mois plus tard, il s'avère que ceux-ci disposent de la majorité absolue des élus au sein des deux chambres parlementaires.

A l'inverse, la coalition « Brésil de l'espoir » composée du PT, du Parti Communiste Brésilien, ainsi que du Parti Vert, ne dispose que de 80 représentants. Si les 17 représentants du Parti Socialisme et Liberté (PSOL), qui sont porteurs d'une ligne éco socialiste, sont susceptibles de soutenir d'éventuelles réformes sociales proposées par Lula, force est de constater que le gouvernement ne pourra s'appuyer que sur une maigre centaine de représentants acquis à des transformations sociales de grande ampleur. Le constat n'est guère plus reluisant du côté du Sénat, où le Parti des Travailleurs ne dispose que de 9 élus, représentant ainsi le cinquième groupe de cette chambre qui dispose d'un rôle non négligeable dans la mesure où elle est notamment chargée de la nomination des membres des tribunaux supérieurs ou des dirigeants d'un certain nombre d'organes de l'administration publique. La seule option qui s'offre à Lula en vue de conserver un minimum de marge de manœuvre sur ces fonctions stratégiques consiste à rechercher des terrains d'entente avec des partis situés plus au centre de l'échiquier politique, à l'image du Parti Social Démocratique ou du Mouvement Démocratique Brésilien (MDB), qui disposent tous deux de 10 sénateurs. De ce point de vue, il est intéressant de constater que, si le MDB, duquel était issu l'ex président néolibéral Michel Temer ayant succédé à Dilma Rousseff après avoir activement appuyé sa destitution, maintient tant bien que mal ses effectifs au sein de ces deux chambres, le Parti de la Social-Démocratie Brésilienne (PSDB), qui a représenté pendant des décennies le principal parti de droite du pays, perd la moitié de ses sénateurs, ainsi que 16 élus au sein de la Chambre des représentants, ce qui vient confirmer l'effondrement des appareils politiques traditionnels de droite, au profit de la consolidation d'une droite plus conservatrice et proche des milieux évangéliques.

Si ces éléments n'invitent pas à l'optimisme en termes de réorientation de la politique économique et sociale brésilienne, il n'en reste pas moins que cette élection devrait tout de même avoir un impact en terme d'intégration régionale. En effet, cette défaite de Bolsonaro acte définitivement la fin du Groupe de Lima, un organisme multilatéral créé en 2017 à l'initiative de plusieurs gouvernements de droite latino-américains en vue d'imposer par la force un changement politique au Venezuela. Dans cette perspective, cet organisme défend notamment l'application de sanctions économiques à l'encontre du gouvernement vénézuélien et appelle officiellement l'armée vénézuélienne à se ranger, en 2019, derrière le président autoproclamé Juan Guaido en vue de renverser Nicolas Maduro<sup>(4)</sup>.

Si, dans un contexte caractérisé par l'émergence d'une nouvelle vague de contestation du néolibéralisme qui déferle au sein du continent, la majorité des États fondateurs de cet organisme s'en sont progressivement retirés, Bolsonaro représentait le dernier dirigeant du continent à défendre ouvertement ce type d'approche vis-à-vis de la crise vénézuélienne. A l'inverse, l'élection de Lula vient renforcer les conceptions portées par le Groupe de Puebla, qui désigne, non pas un organisme multilatéral, mais un *think tank* composé d'organisations de la société civile, ainsi que de différents chefs d'États latino-américains, auxquels s'ajoute donc désormais le mandataire brésilien, qui, face à l'affaiblissement et à l'échec des conceptions sur lesquelles ont pu reposer des initiatives régionales telles que le Groupe de Lima, cherche à engager un ensemble de réflexions autour des modalités de construction d'une nouvelle forme d'intégration régionale fondée sur l'autodétermination des peuples face aux intérêts défendus par différentes puissances économiques au sein du continent latino-américain.

Si le Brésil pourrait ainsi jouer un rôle central dans la défense du droit des peuples latino-américains à disposer d'eux-mêmes, certains observateurs craignent que ce droit soit bafoué au sein même du territoire brésilien au vu des mobilisations massives qui se tiennent depuis l'élection de Lula à l'initiative de groupes bolsonaristes qui appellent ouvertement l'armée à renverser le président nouvellement élu. Cependant, le scénario d'un coup d'État semble peu probable pour plusieurs raisons. D'une part, les militaires disposent déjà d'un certain nombre de postes clés au sein de plusieurs entreprises et administrations publiques brésieliennes et la volonté affichée par Lula de réunifier l'ensemble de la population brésilienne au sein d'« une seule Nation » devrait le conduire à chercher à maintenir une certaine conciliation avec ceux-ci. Il est donc très peu probable qu'il remette en cause leur présence importante au sein de l'appareil d'État. D'autre part, le gouvernement de Lula dispose de marges de manœuvre bien trop étroites pour être en mesure d'engager une transformation en profondeur du modèle politique et économique brésilien, ce qui rend d'autant plus improbable le scénario d'une tentative de renversement de son gouvernement. Cependant, il n'en reste pas moins que Lula semble représenter un président aux pieds d'argile, qui détient la clé de l'impulsion d'une nouvelle forme d'intégration régionale, mais qui devra dans le même temps relever l'immense défi d'unifier une société plus fracturée que jamais, dans laquelle le bolsonarisme qu'il a vaincu n'a paradoxalement jamais été aussi fort.

## Références

<sup>(1)</sup>WEBER Max, 1964, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Recherches en Sciences humaines.

<sup>(2)</sup>PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, 2008, « Amérique latine conflits et environnement, "quelque chose de plus" », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 70, p. 5-11.

<sup>(3)</sup>RICARDO David, 1817, *On the Principles of Political Economy and Taxation*, London, John Murray, Albemarle-Street.

<sup>(4)</sup> "Le groupe de Lima appelle l'armée vénézuélienne à se ranger derrière Juan Guaido", *Le Monde*, 5 février 2019.

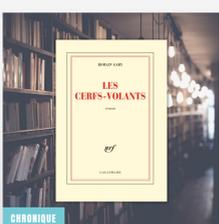
## LIRE AUSSI...



LUTTES D'HIÉR &amp; LUTTES D'AILLEURS

LES NOUVEAUX HABITS DU SPEAKER DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

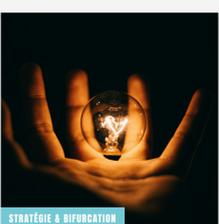
LIRE L'ARTICLE &gt;



CHRONIQUE

LES CERFS-VOLANTS DE ROMAIN GARY, ODE POÉTIQUE À LA RÉSISTANCE

LIRE L'ARTICLE &gt;



STRATÉGIE &amp; BIFURCATION

COMMENT ET POURQUOI LE MARCHÉ DE L'ÉLECTRICITÉ A DÉRAILÉ ?

LIRE L'ARTICLE &gt;



CULTURE

JEAN BAROIS, OU L'ÉPOPEE D'UN LIBRE PENSEUR

LIRE L'ARTICLE &gt;